

7 rue Berthe Morisot
76100 Rouen
Tél. +33 (0) 2 35 88 62 00
Fax. +33 (0) 2 35 70 60 38
bsec@actheos.com

www.actheos.com

SSIAD LE CAILLY

Appt n°2 RPA Saint Jean Place Saint Jean

76850 BOSC LE HARD

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Experts Comptables
Commissaire aux comptes

SAS au capital de 150 000 €
RCS Rouen 680 500 998

Paris
Rouen
Bordeaux
Le Havre
Saint-Brieuc
Rennes

SSIAD LE CAILLY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du SSIAD LE CAILLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport qui font ressortir un déficit de l'exercice de 20 716 € et un total bilan de 356 172 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les comptes annuels des associations du secteur sanitaire et social sont établis conformément à des règles spécifiques prévues par le règlement ANC n°2019-04. Nous nous sommes assurés que les modalités d'arrêté des comptes annuels de votre association établis au 31 décembre 2024 annexés au présent rapport, étaient conformes à ces dispositions. Nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs présentés aux administrations de contrôles des différents établissements et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chaque établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée générale.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU (DES) COMMISSAIRE (S) AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Rouen,

BASSE SEINE EXPERTISE COMPTABLE
Société Commissaire aux Comptes Inscrite

 Signature numérique
de Pierre-Yves
DELARUE
Date : 2025.06.12
11:53:58 +02'00'

Pierre-Yves DELARUE

COMPTES ANNUELS ANNEXES AU RAPPORT

SSIAD le Cailly

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 149	2 149		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	2 149	2 149		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	2 932	2 932	0	0
	Inst.techniques, mat.out.industriels	114 596	83 946	30 649	34 156
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	117 528	86 878	30 649	34 156
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	157		157	153
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	157		157	153
	Total I	119 834	89 027	30 806	34 309
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	5 031		5 031	5 319
	TOTAL	5 031		5 031	5 319
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	319 021		319 021	331 749
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	1 312		1 312	7 122
	TOTAL II	325 365		325 365	344 191
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	445 199	89 027	356 172	378 500
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	48 728	48 728
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	26 865	21 843
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau	99 163	116 932
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	99 163	116 932
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-20 716	-12 747
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-20 716	-12 747
	Situation nette (sous-total)	154 040	174 757
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	37 272	32 746
Total I		191 313	207 503
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	14 267	15 000
Total II		14 267	15 000
Provisions	Provisions pour risques	5 000	5 000
	Provisions pour charges	15 914	16 886
Total III		20 914	21 886
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 562	37 431
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	90 114	87 231
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		9 447
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		129 676	134 111
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		356 172	378 500
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	715 029	704 941
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	10	115
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 659	23 888
	Utilisations des fonds dédiés	732	
	Autres produits	6 060	10 946
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		724 492	739 891
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	206 590	186 530
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	16 187	21 826
	Salaires et traitements	369 500	385 386
	Charges sociales	146 328	140 296
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 796	17 476
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	226	7
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		754 629	751 524
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-30 136	-11 633

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 765	2 604
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 765	2 604
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		2 765	2 604
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-27 371	-9 028
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 208	3 372
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	11 208	3 372
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 526	1 093 5 973
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	4 526	7 066
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		6 681	-3 694
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		VII VIII 27	24
Total des produits (I + III + V)		738 466	745 868
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		759 183	758 615
EXCÉDENT OU DÉFICIT <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		-20 716 -20 716	-12 747 -12 747
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature Dons en nature Prestations en nature Bénévolat Total			
Charges des contributions volontaires en nature Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole Total			

1 Objet social

Le SSIAD Le Cailly (Services de Soins Infirmiers À Domicile) intervient sur différentes communes pour venir en aide au domicile de personnes en perte d'autonomie (personnes âgées, personnes handicapées, personnes atteintes de maladies invalidantes, ...) pour la réalisation de soins d'hygiène corporelle.

Les SSIAD sont des services sociaux et médico-sociaux qui assurent, sur prescription médicale, aux personnes âgées de 60 ans et plus malades ou dépendantes, aux personnes adultes de moins de 60 ans présentant un handicap et aux personnes de moins de 60 ans atteintes de maladies, des prestations de soins infirmiers sous forme de soins techniques ou de soins de base (conformément au décret n° 2004-613 du 25 juin 2004).

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités réalisées

Les moyens d'action sont déployés sur les communes alentours de la localisation du siège de l'association située place saint Jean 76850 Bosc le Hard.

La population de l'établissement est principalement issue du Département de la Seine-Maritime.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :
 - Matériel de transport : 12 290 € ;
- Ressources humaines
 - 9.25 ETP en moyenne sur l'exercice 2024 ;
- Autres moyens/dépenses engagées :
 - Les charges d'exploitation sur l'exercice s'élèvent à 754 630 €.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique sur l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 149			2 149
Immobilisations corporelles	115 428	12 290	-10 190	117 528
Immobilisations financières	153			153
Total	117 730	12 290	-10 190	119 830

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 149			2 149
Immobilisations corporelles	81 271	15 797	-10 190	86 878
Immobilisations financières				
TOTAL	83 420	15 797	-10 190	89 027

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

7 Informations relatives aux postes du bilan

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

7.1.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	48 728				48 728
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	21 843		5 022		26 865
Report à nouveau	116 932	-12 747		-5 022	99 163
Excédent ou déficit de l'exercice	- 12 747	12 747		-20 717	-20 717
Situation nette (sous-total)	174 756	-	5 022	-25 739	154 039
Fonds propres (Dotations) consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	32 746		4 527		37 273
Total	207 502		9 549	-25 739	191 312

7.2 Fonds reporté et dédiés

7.2.1 Fonds dédiés

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursem ents		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant des projets sa dépense au co des deux dernières exercices
Informations des salariés	15 000		733			14 267	14 267
Total							

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité

envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Les fonds non mouvementés font l'objet d'un projet de reprise sur les exercices à venir.

7.3 Provisions réglementées

7.3.1 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Situations et mouvements			
	Provisions au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provision réglementées	32 746	4 527		37 273
Provisions pour risques	5 000			5 000
Provisions pour charges	16 886		972	15 914
TOTAL	54 632	4 527	-972	58 187

7.3.2 Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour l'évaluation externe	5 000 €						5 000 €
Provisions pour charges : - IDR	16 886 €				-972 €		15 914 €
TOTAL	21 886 €				-972 €		20 914 €

7.3.3 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagement de retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnité de départ en retraite	15 914 €		15 914 €
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :
Selon la convention collective de l'aide à domicile.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3.42% ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

- Des statistiques propres.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 48% pour les cadres et 48% pour les non-cadres.

7.4 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Échéance		Dettes	Montant brut	Échéance	
		≤ 1 an	> 1 an			≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans > 5 ans
Créances de l'actif immobilisé				Dettes financières			
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)			
Prêts				Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Autres créances				Emprunts et dettes financières divers			
Sous-total créances de l'actif immobilisé				Sous-total dettes financières			
Créances de l'actif circulant				Autres dettes			
Créances Clients et Comptes rattachés				Dettes fournisseurs	39 562	39 562	
Créances sociales et fiscales				Dettes fiscales et sociales	90 115	90 115	
Autres créances	5 031	5 031		Autres dettes			
Charges constatées d'avance	1 312	1 312					
Sous-total créances de l'actif circulant	6 343	6 343	6 343	Sous-total autre dettes	129 677	129 677	
TOTAL	6 343	6 343	6 343	TOTAL	129 677	129 677	

8 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

8.1 Produits d'exploitation

Détail	Montant en €
Produits de la tarification	715 030 €
Remboursements de formation	6 060 €
Dons manuels	10 €
Reprises de provisions	972 €
Remboursements AG2R	1 688 €
Utilisations des fonds dédiés	733 €
Total	724 493

8.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

8.2.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes :	2 611
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	2 611

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadre	1
Employés	7.25
Agent de maitrise	1
Apprenti	
Contrat d'insertion	
TOTAL	9.25